

La préparation des élections municipales du 27 novembre se poursuit. La précampagne s'achèvera le 5 novembre. L'observatoire Safidy compte couvrir 112 districts et 778 communes soit les 2/3 des circonscriptions. Il publie un guide pratique sur le contentieux électoral dans le but d'améliorer la qualité de requêtes déposées par les avocats et les organisations de la société civile auprès des tribunaux administratifs. La CENI publiera une liste noire des observateurs électoraux qui n'ont pas accompli leur mission lors des trois précédents scrutins.

La constitutionnalité de la décision de nommer des gouverneurs de région continue de faire débat. Marc Ravalomanana a interpellé la HCC. La Loi fondamentale stipule en effet que « *la fonction exécutive au niveau d'une région est exercée par un chef de région élu au suffrage universel.* »

La HCC ayant donné son accord sous certaines conditions, **Andry Rajoelina poursuit son projet de création d'une fondation.** En projet, la création d'une université d'excellence et d'usine pharmaceutique qui produira des compléments alimentaires pour les enfants à partir de ressources naturelles locales. L'association Fitia gérée par son épouse distribuera ces compléments.

La question de l'obligation de déclaration de patrimoine continue de se poser à chaque élection ou changement de gouvernement. Le président de la HCC a interpellé les députés nouvellement élus, qui pour la plupart ne s'y sont pas soumis. Il en va de même pour une douzaine de ministres de la législature précédente. Instaurée en 2004, cette déclaration est pourtant réduite à une simple formalité. Aucune poursuite n'a encore été engagée pour absence de déclaration. En l'état actuel des textes qui imposent la confidentialité des déclarations, les citoyens n'ont pas le moyen de savoir si les gouvernants se sont enrichis durant leur mandat...

La présidente de l'Assemblée nationale a annoncé la mise en place d'une commission de levée d'immunité parlementaire qui serait également habilitée à trancher sur le cas des membres de la Chambre basse placés en détention provisoire. Une annonce qui intervient opportunément au moment où deux députés nouvellement élus sont maintenus en détention provisoire. Pour *Tribune*, la mise en place de ce comité apporte une nouvelle fois la preuve que le corporatisme des membres de cette institution prime sur toute autre considération. L'ordre du jour de la session en cours prévoit également la désignation des députés qui représenteront l'Assemblée à la Haute cour de justice (HCJ). En tant qu'élus, les députés se sont encore distingués en revendiquant un rang protocolaire supérieur à celui des membres du gouvernement. Une revendication qui fait suite au combat mené pour disposer d'un passeport diplomatique et de deux conseillers.

Deux semaines après l'ouverture de la seconde session parlementaire et en dépit des pressions exercées par les députés du TIM, **les débats sur le statut de l'opposition n'ont pas été inscrits à l'ordre du jour du Sénat et ont été reportés à l'Assemblée nationale.**

L'actualité diplomatique a été marquée par la visite d'Emmanuel Macron à la Grande Glorieuse, l'un des îlots des Iles Eparses, revendiquées par Madagascar. Le chef de l'Etat français a annoncé le classement des îles Glorieuses en réserve naturelle nationale dès 2020. « *Ici c'est la France, c'est notre fierté notre richesse* », a-t-il notamment affirmé. Les analystes s'interrogent sur le devenir du projet de projet de cogestion de ces îles, évoqué lorsque les présidents malgache et français se sont rencontrés au mois de mai, qui devrait aboutir à un accord d'ici le 26 juin 2020, pour le 60^e anniversaire de l'indépendance. Andry Rajoelina a réagi aux propos tenus en annonçant que l'objectif reste inchangé : une nouvelle commission mixte sur les îles Eparses sera mise en place le 18 novembre. Une consultation nationale sera organisée en décembre.



Le premier « Sommet Russie-Afrique » organisé par Vladimir Poutine témoigne des ambitions grandissantes de Moscou dans une région où Chinois et Occidentaux comptent plusieurs longueurs d'avance. L'intérêt de la Russie pour la Grande Île est récent et ce n'est que durant la dernière campagne présidentielle que des premiers soupçons d'interventionnisme sont apparus. En août 2018, une société russe a établi une joint-venture avec la société d'État Kraoma. Des sociétés russes opèrent sur le sol malgache depuis 2017 et dans le domaine militaire la coopération s'est renforcée, pas toujours de manière transparente. La Russie semble enfin vouloir soutenir la Grande île dans sa revendication concernant les îles Eparses. Les membres de la délégation accompagnant Andry

Rajoelina au sommet de Sotchi ont indiqué que « *la Russie peut être envisagée comme un partenaire stratégique.* » Moins d'une semaine après le sommet Afrique-Russie, **Facebook a suspendu trois réseaux de comptes russes qui se livraient à des ingérences en Afrique depuis 2015. Madagascar figure dans la liste des pays concernés.**

Amnesty International a organisé, en collaboration avec des ONG malgaches, une semaine d'information, de mobilisation et de sensibilisation autour des droits humains. Plusieurs rendez-vous ont été proposés dans la capitale.

Madagascar participe à la 34e session du groupe de travail de l'examen périodique universel (EPU) en vue de présenter le 3e rapport national devant le Conseil des droits de l'homme les 11 et 14 novembre 2019 à Genève.

La CNIDH a présenté son rapport d'activité 2018 aux députés. *L'Express* note que plusieurs élus ont pris la parole pour « *défendre les exactions, les vindictes et les exécutions extrajudiciaires, au motif de lutte contre l'insécurité.* » Il a été reproché à la CNIDH une tendance à ne réagir que face aux exactions commises à l'encontre des malfaiteurs.

Des gendarmes ont commis en 2018 quatre exécutions sommaires dans le cadre d'une arrestation, révèle *L'Express*. Un peu plus d'un an après, la vidéo est tombée entre les mains de défenseurs des droits de l'homme. Ces derniers ont saisi le secrétariat d'État à la gendarmerie. Sept gendarmes ont été placés en détention préventive.

Onze personnes ont été massacrées par la foule à l'ouest de Taolagnaro suite à un différend communautaire. Personne n'a été arrêté après cette tuerie, « *afin de préserver l'ordre public, suivant les consignes de procureur* », a indiqué un officier.

Dix personnes ont été arrêtées pour le rapt contre rançon d'un nourrisson. L'enfant a été libéré avant le versement. Le Collectif des Français d'origine indienne s'est déclaré disposé à collaborer et porter main forte aux forces de l'ordre pour l'éradication de ce fléau. Un enfant kidnappé le 10 mai, reste introuvable.

Quatre personnes, dont l'ancienne ministre de la justice et l'actuelle procureure de la République, ont porté plainte, en France, contre **l'ancien responsable de la sécurité du président "Hery", Houcine Arfa**. Il avait affirmé dans un quotidien français avoir soudoyé une partie de la justice malgache pour s'évader, en décembre 2017.



Pour **Amnesty International**, l'annonce d'une **grâce présidentielle** aux détenus accusés d'infractions mineures est un pas dans la bonne direction qui doit être immédiatement suivi d'effet. Le conseil des ministres a examiné la possibilité de mettre fin aux mandats de dépôt systématiques.

350 nouveaux agents pénitentiaires devraient être recrutés dans le cadre du programme d'humanisation des conditions de détention.

Des citoyens en détention préventive ont été privés de droit de vote aux législatives, dénonce un commissaire de la CNIDH.

Près de 600 milliards Ar de manque à gagner sur les recettes douanières ces trois dernières années, principalement à cause de fausses déclarations, a révélé le DG des douanes.

De nombreuses affaires de détournements de fonds publics sont en cours d'instruction. Des peines ont été prononcées. Les procès d'anciens ministres

et de hautes personnalités devront attendre que les députés saisissent la HCJ.

Des consignes strictes ont été données aux responsables de **la PAF de l'aéroport d'Ivato** par le chef de l'Etat qui s'est rendu sur place pour que soit éradiquée la corruption pratiquée envers les passagers. Pris en flagrant délit de corruption, un policier de la PAF a été incarcéré, un autre a bénéficié d'une liberté provisoire. Ces arrestations ont déclenché une fronde au sein de la police nationale. Une nouvelle affaire de corruption impliquant un gendarme a été démasquée.

Des caméras de surveillance sont installées dans les services ayant reçu le plus grand nombre de doléances. Des caméras de surveillance ont été s depuis quelques temps à l'intérieur et à l'extérieur à la maison centrale d'Antanimora. Les autorités se félicitent de leur impact dans la lutte contre la corruption.

Le secrétaire d'État chargé de la gendarmerie a fait savoir que 59 gendarmes, dont des sous-officiers et des officiers, sont incarcérés et que 51 autres sont en attente de leur procès.

Le mouvement Rohy a reproché au pouvoir de prendre des décisions qui impactent la vie de la population sans concertation avec les communautés concernées et la société civile. Le quotidien *Les Nouvelles* a accusé le mouvement de partialité et de parti pris politique.

Madagascar compte environ 150 réfugiés. 50 % d'entre eux sont Pakistanais. L'ONG CDA bénéficie d'un financement de l'UNHCR pour mener un projet de protection et de prise en charge des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Une rumeur s'est rependue dans les médias et les réseaux sociaux selon laquelle les jeunes femmes ne pourraient plus se rendre dans des pays à risque sans des contrôles draconiens, voire l'autorisation de leur conjoint pour les femmes mariées. L'information a été rapidement démentie par la présidence. *L'Express* a été vivement mis en cause pour avoir annoncé ces supposées restrictions. Selon des observateurs, il semblerait qu'il y ait eu une tentative - maladroite - de restreindre les voyages de femmes à l'étranger dans le but de juguler les trafics qui perdurent en direction de pays arabes et de la Chine.

Une affaire d'émigration clandestine à Dubaï a été jugée par la cour au sein du Pôle anti-corruption. Deux peines de réclusion ont été prononcées. Les 4 jeunes filles victimes de trafic étaient mineures au moment des faits.

La population d'Ambilobe redoute les agissements des migrants arrivés en nombre du Grand Sud. Plusieurs personnes ont été victimes d'agression, de viol et de vols. Des arrestations ont été opérées.

L'OIM et la gendarmerie collaborent pour le projet « Renforcement de l'autorité de l'Etat dans le Sud ». La création d'emplois en vue de limiter l'exode rural et les migrations intérieures figurent dans ce programme. L'OIM participe également à la formation des gendarmes stagiaires sur la traite des personnes.

La nomination de femmes gouverneures sollicitée. Onze hommes gouverneurs de régions ont été récemment nommés. Onze autres nominations sont attendues. La société civile souhaite que la parité devienne la règle.

Le non-respect du genre dans le milieu du journalisme dénoncé dans une étude qui révèle en outre que pour de nombreux Malgaches « *la presse ne participe pas trop à la lutte contre la violence basée sur le genre* ».

Le déroulement des épreuves du bac a été gravement affecté par une fuite des sujets. De nombreux centres d'examen ont été touchés. Des arrestations ont été opérées, dont celle de l'ex-directeur des examens nationaux et directeur de l'office du bac d'Antananarivo. Pour *L'Express*, « *l'hypothèse d'une négligence vient à l'esprit. La tournure de certains faits amène cependant à s'interroger sur l'éventualité d'une velléité de perturber l'examen.* » En dépit de ces incidents, le taux de réussite au bac (42,75 %) reste comparable à celui des années précédentes.

Pauvreté des apprentissages : des chiffres alarmants, des défis énormes à relever. Des enseignants FRAM, payés par les parents d'élèves, accusent très graves lacunes en termes de compétences. Les élèves du primaire ne bénéficieraient que de 39 % du temps prévu pour l'enseignement. La lenteur des progrès accomplis compromet la réalisation des objectifs mondiaux d'éducation (ODD 4) et sapent les efforts déployés pour mettre fin à la pauvreté. Les écoles privées sont en surnombre et certaines ne suivent pas les normes et n'ont pas d'autorisation d'ouverture. Une remise en ordre est annoncée à l'approche de la rentrée scolaire.

Les universités publiques manquent d'enseignants. Le ministère ne dispose que de quelques postes budgétaires pour cette année. Le Seces tire la sonnette d'alarme. Ce déficit de recrutement a des impacts sur la qualité de l'enseignement et de l'encadrement alors que vient d'être décidée la création de plusieurs universités en province.

Dans son dernier communiqué, le **SeFaFi s'est livré à une charge sévère contre les universitaires.** Il leur est reproché une « *culture du privilège* » et des abus commis par certains d'entre eux. « *Les enseignants du supérieur devraient représenter l'élite intellectuelle du pays, ils se doivent ainsi par leur comportement, d'être exemplaire dans l'effort commun pour l'amélioration des pratiques au sein du secteur public* », conclut-il.

Près de 65 % des malgaches victimes de la corruption dans le domaine de la santé, selon les résultats d'une étude menée dans le cadre d'un projet initié par Transparency International et financé par l'UE.



Les débats sur la légalisation de l'avortement médical relancés. Après le refus de l'Assemblée nationale de l'avortement sécurisé dans la loi sur le planning familial, en 2017, une nouvelle loi pourrait être élaborée et proposée. « *Il faut protéger le droit des femmes à la vie et à la santé* », a déclaré la présidente de la CNIDH à l'occasion d'un colloque sur la santé reproductive organisé dans le cadre de la Journée mondiale de l'avortement sécurisé, célébrée pour la première fois à Madagascar.

Lutte contre les grandes pandémies : la France et la fondation Bill Gates soutiennent Madagascar. Au cours de la 6e conférence pour la reconstitution du Fonds mondial, Emmanuel Macron et le président de la fondation Bill et Melinda Gates se sont engagés à trouver des financements pour Madagascar pour la lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme. Les besoins en financement de la Grande île s'élèveraient à 450 millions de dollars.

Près de deux millions d'enfants présentent un retard de croissance, selon un nouveau rapport de l'Unicef. 270 000 enfants souffrent d'émaciation ou sont trop maigres pour leur taille et des centaines de milliers de femmes et d'enfants souffrent de carences en vitamines et minéraux essentiels. Dans le rapport sur l'indice de la faim dans le monde (GHI 2019) Madagascar se classe parmi les pays les plus touchés, en 114e place sur 117 pays étudiés.

92 % des malades du cancer n'ont pas accès à des traitements. Le manque d'informations ainsi que l'absence de financement, de moyens humains, techniques et aussi d'infrastructures sont les principaux facteurs explicatifs de cette situation désastreuse.

L'avant-projet de loi sur le code de la communication a été adopté sans amendement en conseil des ministres. Le texte sera transmis au Parlement pour adoption. Il prend en compte le résultat des consultations organisées par le ministère auprès des différents acteurs.

Dans un communiqué, le SeFaFi a vigoureusement critiqué la « **culture du privilège** » au sein des médias, « *la partialité, la complaisance et l'amateurisme* » des journalistes dans leur traitement de l'affaire dite du « *survol du stade de Mahamasina par un hélicoptère de l'armée* » qui a conduit à publier des informations non recoupées, approximatives, partiales et déformées. « *La presse n'a pas à être la caisse de résonance de toutes les rumeurs pour faire du sensationnel. La liberté de la presse est un droit mais suppose également des obligations* », écrit-il. « *L'insuffisante formation intellectuelle d'une partie des journalistes de la Grande île* » est également pointée du doigt. *L'Express*, principal organe impliqué, a jugé sévèrement les déclarations du SeFaFi, l'Ordre des journalistes a fait part de son mécontentement.

Une facebookeuse été sanctionnée par une peine d'emprisonnement pour avoir divulgué le programme des déplacements du chef de l'Etat. Elle a été condamnée à 6 mois de prison ferme. Un agent du service de protocole, soupçonné d'avoir divulgué des informations sensibles, a écopé d'une peine d'emprisonnement ferme de 18 mois.

Le nombre d'infractions liées à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication a connu une explosion ces derniers mois. 17 personnes ont été arrêtées, dont huit placées sous mandat de dépôt au cours du 1^{er} semestre.

Le ministre de la défense a soulevé la question des « *fake news* » qui inondent les réseaux sociaux. Il en appelle à la vigilance et à la responsabilité de chacun, évoquant des « **dahalo en col blanc** » qui s'en rendraient coupables en brandissant l'étendard de la défense des droits de l'homme.

Le gouvernement a approuvé un projet de décret accordant l'utilisation de 350m³ de bois d'ébène saisis depuis 2011. Ces bois seront utilisés pour la réhabilitation du Rova d'Antananarivo détruit par un incendie criminel en 1995. Le chantier devrait être achevé pour la fête nationale du 26 juin 2020. Aucune information n'a été fournie sur le montant des travaux à réaliser dans le cadre de cette promesse présidentielle.

L'experte en géophysique, Lalanirina Rasoanandrianina, pointe du doigt le manque de transparence sur les activités d'exploration et d'exploitation des terres rares, notamment à Ampasindava. Madagascar se doit, dit-elle, de se mettre en conformité avec les recommandations du secrétariat international de l'EITI.

Le parc national d'Ankarafantsika gravement affecté par des incendies. Des migrants en provenance du Sud s'installent dans le parc, défrichent et mettent les terrains en culture. Les autorités locales ne parviennent pas à maîtriser ce flux. En cause également, la production de charbon de bois. Des arrestations ont été opérées. Le premier ministre et le ministre de l'environnement ont tenu une réunion d'urgence avec les partenaires techniques et financiers. Le gouvernement allemand s'est engagé à contribuer à la réhabilitation du parc.

Planter 60 millions d'arbres en une journée. Tel est le défi lancé par le chef de l'Etat pour marquer la célébration du 60e anniversaire du retour à l'indépendance, le 26 juin 2020. Chaque citoyen et toutes les forces vives devront être mobilisés. Pour gagner le défi qu'est la reforestation de Madagascar, les pépinières devraient produire 80 millions de jeunes plants par an. **Douze régions sur 22 sont touchées par la désertification**, soit 30 % du territoire national.

Depuis plusieurs mois, les travaux illicites de remblayage se multiplient dans la capitale, s'alarme *Matv*. D'anciennes rizières sont remblayées de manière sauvage, au risque d'accroître les risques d'inondation en saison des pluies. Aucun commanditaire ne se trouve inquiété par ces travaux, les autorités semblent fermer les yeux. Les habitants des bas quartiers s'inquiètent de la situation et interpellent les responsables.



Les travaux de construction de la nouvelle ville Tana-Masoandro démarrent dans un climat tendu. La première tranche de travaux porte sur 100 ha. A terme, la ville nouvelle occupera 1 000 ha. Pour le CRAAD-OI, le Collectif Tany et le mouvement Rohy, la localisation, le plan et le contenu du projet n'ont fait l'objet d'aucune consultation préalable. Son coût, jugé exorbitant soulève des questions sur les sources et le mode de financement. Le caractère inondable de la zone choisie, après remblayage des rizières, constitue un autre sujet de préoccupation. *Midi* craint que ce projet pharaonique se solde par un fiasco, comme il en a été de projets similaires en Afrique. Des dirigeants ont affirmé que ce projet est contraire au *Velirano* du président d'atteindre l'autosuffisance en riz d'ici quelques années. Une première manifestation des propriétaires de rizières a réuni un millier de

participants. Le second rassemblement a donné lieu à des affrontements avec les forces de l'ordre. Les leaders du mouvement ont rencontré la CNIDH. Le pouvoir laisse entendre que la contestation est encouragée par des hommes politiques de l'opposition, notamment du TIM. Le Sénat, le HCDD, la CNIDH et le CFM ont lancé un appel à l'apaisement. Ils estiment que la communication reste insuffisante sur ce dossier et invitent le pouvoir à suspendre le début des travaux et aux habitants de privilégier la concertation. La présidente de la CNIDH ajoute que personne ne s'oppose au développement et à la modernisation mais « *cela doit se faire dans la transparence et le respect des droits de l'homme* ». Andry Rajoelina a déclaré : « *Non aux manœuvres politiques visant à entraver le processus de développement. (...) Les réfractaires au développement sont des ennemis de la nation* ». Un débat juridique s'est engagé sur la procédure qui devrait être respectée lorsqu'il s'agit d'expropriations pour cause d'utilité publique. La question se

pose de savoir si la procédure a bien été respectée. Après cette forte période de tension, une importante délégation de la présidence s'est rendue à la rencontre de la population. Il a été décidé que les travaux ne commenceront pas tant qu'aucun accord satisfaisant les habitants n'aura pas été trouvé. 737 familles seraient touchées par le projet. L'Etat envisagerait d'allouer à leur indemnisation 20 millions de dollars, versés sous diverses formes.

Démarrage des travaux de bitumage des 159 km de la RN Ambatondrazaka-Moramanga. D'ici 18 mois, la région Alaotra Mangoro sortira de la carte des zones enclavées. Ce projet est considéré comme l'un des plus grands défis du mandat présidentiel. L'objectif principal est de promouvoir les activités agricoles de cette région, premier grenier à riz du pays. Les premiers travaux sont financés par l'Etat, la Banque mondiale devant par la suite apporter son concours.

Un programme de 4 millions de dollars lancé avec l'appui de la BAD pour accroître la résilience aux événements climatiques extrêmes. Il sera mis en œuvre en collaboration avec la Mutuelle panafricaine de gestion des risques. Objectif : renforcer les capacités nationales en termes d'évaluation des risques de catastrophe et de mise en place de systèmes d'alerte précoce. Le coût des dégâts liés aux catastrophes naturelles a été évalué à 4 % du PIB en 2017, soit une facture de plus de 420 millions de dollars.

La Chine, principal partenaire économique de Madagascar, devance les pays européens. Elle est le 1er fournisseur de produits importés et le 4e destinataire de produits d'exportation depuis plusieurs années. Fidèle à ses principes, l'ambassadrice a rappelé que son pays s'abstenait d'intervenir dans les affaires internes de Madagascar et n'assortissait son aide d'aucune condition politique. Elle déclare être prête à mettre en synergie la construction conjointe de « *La ceinture et la route* », la concrétisation des acquis du Sommet de Beijing en octobre 2018 et l'Initiative émergence Madagascar (IEM).

La Chine et Madagascar ont signé un accord de coopération dans le domaine de la riziculture, de l'élevage et de l'agribusiness. « *La Chine est un modèle pour Madagascar* », a lancé Lucien Ranarivelo, ministre de l'agriculture et de l'élevage. Ce programme de deux ans, mis en œuvre avec l'appui de la FAO, doit contribuer, entre autres, à la sécurité alimentaire et à l'autosuffisance en riz.

La Chine lance un projet d'accès à la télévision numérique pour 10.000 villages dans 20 pays africains, dont Madagascar. Le projet avait été présenté en décembre 2015 à Johannesburg par le président chinois Xi à l'ouverture du Forum sur la coopération sino-africaine.

11^e FED - L'UE débloque un nouveau financement de 8 millions d'euros sous forme de don. Le 11e FED devrait être clôturé en 2020, mais des projets ont pris du retard et restent à réaliser. Ils pourront se poursuivre jusqu'en 2023. Priorité est donnée à la gouvernance, au développement rural et aux infrastructures. **Les pourparlers en vue du 12e FED, d'une durée de 7 ans, démarrent.** La transparence sur les opérations en cours est la condition exigée de l'UE pour que les négociations aboutissent.

Union Européenne - AfoA : vers la mise en place d'un accord de partenariat économique complet avec cinq pays de la zone Afrique orientale-océan Indien, dont Madagascar. L'accord intérimaire est en vigueur depuis six ans pour le cas de Madagascar. Compte tenu de la portée restreinte de cet accord, les cinq pays de la zone se sont déclarés prêts à étendre son champ d'application aux services, aux investissements et au développement durable.

Turquie - Madagascar : ouverture prochaine d'une Agence de coordination et de coopération. Selon l'ambassadeur, les deux pays possèdent de nombreuses opportunités d'échanges dans tous les domaines. « *Madagascar a une importance considérable pour la Turquie* », a-t-il affirmé. *Midi* rappelle que la Turquie déploie une diplomatie très active sur tout le continent.

La Banque mondiale appelle à la prudence budgétaire face à l'exécutif qui clame son intention d'aller vite dans la mise en chantier de ses projets. La question du financement de l'émergence prônée par le régime se pose, dix mois après la prise de fonction du président de la République.

Le Medef sollicité pour le plan EIM. Andry Rajoelina a reçu une délégation de l'organisation patronale française Il a défendu les efforts fournis pour sécuriser les investissements qui se traduisent entre autres par l'intensification de la lutte contre la corruption, la simplification des procédures et la mise en place d'un cadre juridique stable. Il a souligné que le pays est ouvert aux investissements directs étrangers. Les visiteurs ont rencontré les bailleurs de fonds et ont participé à un forum organisé par le Groupement des Entreprises de Madagascar. D'après le magazine *Forbes* sur le climat des affaires, Madagascar se classe au 22e rang sur les 47 pays africains répertoriés. Madagascar stagne à la 161e place du **classement Doing Business** de la Banque mondiale. Pour l'un des éléments d'appréciation, le raccordement à l'électricité, Madagascar est classé à la 186e place sur 190 pays.

Coopération japonaise pour la gestion des ordures d'Antananarivo. Un centre de recyclage d'un coût de 34 millions de dollars est en projet sur le site de la décharge d'Andralanitra qui est saturée. Le projet devrait démarrer en 2021 mais un défi reste à relever : le tri préalable au niveau des ménages. Le Samva collecte 404 tonnes d'ordures par jour dans la capitale, ce qui ne représente que 43 % des ordures ménagères produites.

Des « Call center » opèrent clandestinement. Ces trois dernières années les entreprises « offshore » se sont multipliées dans le pays en raison du faible coût de la main-d'œuvre. Les autorités procèdent actuellement à un recensement des entreprises du secteur. 86 ont déjà été identifiées.

Les retraits d'agrément pour les fausses entreprises franches se poursuivent. Plus de 500 entreprises ont été recensées au début de l'opération d'assainissement du secteur, elles ne sont plus qu'environ 250 à opérer formellement.

La Jirama poursuit sa chasse aux branchements illicites et aux fraudes, sources de très importants manques à gagner. Un branchement illicite a été démasqué au domicile d'un chef de district. Un important **détournement de fonds** a été découvert, impliquant de hauts responsables de l'entreprise. Dans une situation financière critique et dans **l'incapacité de régler ses dettes**, la Jirama a rompu son contrat d'approvisionnement avec le pétrolier Jovena. Elle compte, avec l'appui de la Banque mondiale, pouvoir importer du carburant via un appel d'offres international, à des conditions plus avantageuses. Confié à un cabinet canadien, le recrutement d'un DG et d'un DGA est lancé.

La concertation proposée par le ministère de l'économie en vue de la **finalisation du plan EIM a été boycotté par le mouvement Rohy** qui reproche au pouvoir un manque de concertation. Son bouclage, annoncé pour le mois de juin, a pris du retard, ce que déplorent les partenaires techniques et financiers qui pourraient contribuer à sa mise en œuvre.

Baisse des importations de riz sur les 8 premiers mois de l'année. Les ministères de l'agriculture et du commerce font état d'une amélioration de la production par rapport à la dernière saison. La production devrait atteindre 4,2 millions de tonnes, contre 4 millions l'an passé. Pour l'ensemble de l'année les importations atteindront encore 500 000 tonnes.

Le tribunal de commerce de Paris a condamné Air Madagascar à s'acquitter des frais de remise en état des deux Airbus A340-200 qu'elle loue depuis 7 ans à Air France. Le devenir de la compagnie n'est pas assuré. Il est reproché à Air Austral, actionnaire principal, de ne pas avoir tenu ses engagements. Air Madagascar n'arrive plus à faire face à ses dépenses courantes et serait au bord de la cessation de paiement. **Le partenariat avec Air Austral est en difficulté.** La compagnie malgache désire ouvrir son capital à de nouveaux investisseurs. Ethiopian Airlines, qui était candidat à un partenariat, serait toujours sur les rangs.

Mouvement syndical - Marche silencieuse dans le cadre de la Journée mondiale pour le travail décent. Cette manifestation avait notamment pour objectif d'obtenir la mise en œuvre d'une convention de l'OIT sur la santé et la sécurité des travailleurs dans les mines. Parmi les caractéristiques d'un « *travail décent* » : le droit à un contrat de travail, et à des congés, le droit d'adhérer à un syndicat et le droit à une protection sociale et à une protection maladie.

Mise en œuvre des conventions de l'OIT signées en juin 2019 - La signature par Madagascar des conventions 151 et 154 sur les relations du travail et les négociations collectives s'accompagne d'actions de renforcement des capacités des dirigeants des syndicats d'agents publics et des gestionnaires des ressources humaines de l'Etat. Ces actions doivent permettre également de recueillir des propositions pour améliorer les lois qui vont mettre en œuvre les deux conventions. Une formation des parlementaires est annoncée.

Travail décent en vue pour les 550 dockers du port de Toamasina qui attendent depuis 30 ans une amélioration de leur situation. Le ministère des transports et les diverses parties prenantes ont engagé des négociations pour mettre fin au régime dit de « *l'intermittence de l'emploi* » (embauche par périodes de 7 heures) destiné à faire face au trafic en dents de scie des activités portuaires.